L'engagement des chercheurs (3)

Researchers' Engagement (3)

Béatrice Fleury-Vilatte et Jacques Walter

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/5525>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.5525

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2003

Pagination : 241-249

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Béatrice Fleury-Vilatte et Jacques Walter, « L'engagement des chercheurs (3) », *Questions de communication* [En ligne], 4 | 2003, mis en ligne le 09 octobre 2015, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/5525> ; DOI : 10.4000/questionsdecommunication.5525

> ÉCHANGES

BÉATRICE FLEURY-VILATTE

Groupe de recherche en information, communication et propagandes

Université Nancy 2

Beatrice.Fleury-Vilatte@univ-nancy2.fr

JACQUES WALTER

Centre de recherche sur les médias

Université de Metz

walter@sha.univ-metz.fr

L'ENGAGEMENT DES CHERCHEURS (3)

Résumé. — Dans cette troisième série d'« Échanges » sur l'engagement des chercheurs, une historienne, deux sociologues et une linguiste prolongent la réflexion menée dans les numéros précédents. Revenant sur la position de la sociologue Nathalie Heinich, les auteurs s'attachent à nuancer son postulat de neutralité engagée, invoquant leur trajectoire personnelle afin de préciser le geste de recherche, pour les uns, l'acte de prise de parole, pour une autre. Ainsi, le débat voit-il un approfondissement des propositions par une attention portée aux fondements des lieux et cadres où se manifeste l'engagement.

Mots clés. — Engagement, recherche, analyse du discours, intervention sociologique, risque, sciences sociales, politique, média, histoire, neutralité engagée.

Cette fois encore, l'engagement des chercheurs favorise un foisonnement de positions de la part de chercheurs qui ont accepté de se prêter au jeu d'une réflexion critique sur leur pratique. Si l'histoire, qui occupait une place de choix dans les deux premiers « Échanges », est représentée par Madeleine Rebérioux, la sociologie l'est par Philippe Bataille, les sciences de l'information et de la communication par Philippe Breton, tandis que la linguistique, absente jusque-là, fait son entrée avec une contribution de Roselyne Koren. La proposition de Nathalie Heinich en matière de recherche, et son postulat de neutralité engagée, sont loin de faire l'unanimité. Ceux-ci provoquent toujours autant de discussions, d'ajustements, souvent de désaccords, qui traduisent une méfiance à l'égard du cloisonnement qu'ils pourraient encourager entre les différentes postures. Mais, les désaccords n'ont pas le même statut que dans les précédentes livraisons. Ils ne sont pas seulement nourris par un champ de recherche, ni par la position ambivalente que le chercheur peut occuper dans la cité. Ils sont alimentés par des questionnements théoriques qui déplacent et enrichissent l'apport des articles antérieurs.

Plus que dans les autres livraisons de *Questions de communication*, le paramètre disciplinaire, ou la référence à une école de pensée, sont déterminants dans l'approche des chercheurs. Pour Philippe Bataille, cet ancrage est un révélateur de ce qui se joue lorsque des préoccupations d'ordre personnel rencontrent des préoccupations d'ordre théorique. Le sociologue fait référence à la pensée d'Alain Touraine qui a éclairé la connaissance empirique qu'il avait du monde ouvrier du Nord dont il est issu. Selon Philippe Breton, s'engager, c'est aussi le faire dans une discipline, en l'occurrence les sciences de l'information et de la communication, pour les amener à revoir leurs fondements. Pour Roselyne Koren, l'inscription dans les sciences du langage permet de reconfigurer les termes de la question. Enfin, pour Madeleine Rebérioux, le groupe dans lequel est inséré un chercheur stimule la réflexion qu'il mène sur un sujet particulier; dans son cas, le monde ouvrier.

Aux déterminants personnels, les chercheurs ajoutent ceux des collectifs, qu'ils appartiennent plus spécifiquement à la recherche ou à la société civile. Car, si les domaines sont nécessairement étroitement liés, chacun des contributeurs distingue ce qui relève de l'un et de l'autre. Jusqu'ici, les auteurs abordaient surtout ce qui unit recherche et cité, dans le présent numéro, au contraire, Philippe Bataille, Philippe Breton, Roselyne Koren et Madeleine Rebérioux envisagent la part d'engagement que représente la recherche, avant de considérer l'utilisation qui peut en être faite dans la cité. Pour cela, la plupart des contributeurs fournissent une définition de l'engagement, précieuse pour relire et relier tous les articles parus sur ce thème.

À cet égard, une correspondance est posée par Philippe Breton entre risque et engagement, qui recoupe l'ensemble des textes, sans que pour autant les auteurs la revendiquent. Une autre, convenant également à tous les contributeurs, est suggérée par Roselyne Koren pour qui le langage est, structurellement, un engagement. En faisant avancer la réflexion, ces deux précisions reprofilent les critiques à l'encontre de la neutralité engagée (Heinich, 2002), formulées en amont : il ne s'agit plus de dire que l'on est pour ou contre,

ou que cela dépend de la situation, mais d'étudier les enjeux scientifiques à l'œuvre lorsque le chercheur s'engage dans la cité, enjeux qui, finalement, mettent à mal l'argumentation de la sociologue.

Prendre des risques

Selon Philippe Breton, contrairement à l'usage qui serait fait du terme, l'engagement dépasse la simple implication. Il n'a rien à voir avec la ruse ou le consensus complice. Il exige que l'on s'expose et que, par conséquent, il y ait acceptation d'une forme de perte de liberté. Le risque qu'un chercheur prend caractérise l'engagement, autant quand il mène une activité scientifique, que lorsqu'il prend part à la vie de la cité ou agit en tant que simple citoyen. Le sociologue étudie les tenants et aboutissants de chacune de ces options, mais il développe, surtout, un point laissé dans l'ombre qui concerne la première option : l'engagement que représente la recherche. Pour défendre ses choix et objectifs, un chercheur prend des risques théoriques ou méthodologiques pouvant heurter ses pairs, parce qu'ils traduisent un écart par rapport aux connaissances acquises. À ce sujet, Philippe Breton se réfère à sa propre expérience, notamment lorsque, dans *L'explosion de la communication à l'aube du XXI^e siècle* (2002), il suggère que les sciences de l'information et de la communication devraient se départir de certains axes de recherche sur les enjeux sociaux, au profit d'autres, traitant de la dimension technique. Ainsi, le chercheur n'est-il pas seulement celui qui délivre des résultats, mais celui qui, plus largement, est à même de réfléchir au cadre scientifique dans lequel il prend place.

En risquant de déplaire à ses collègues, il s'engage en faveur des idées qu'il soutient. Telle est aussi l'opinion de Madeleine Rebérioux qui, communiste un temps, a non seulement risqué sa vie dans des manifestations, mais n'a pas non plus hésité à dévier, dans ses travaux, de la ligne du Parti. D'ailleurs, sa carrière semble avoir été guidée par ce principe car, pendant des années, ses convictions en ont freiné la progression. Si, pour ces auteurs, le risque est constitutif de l'engagement, Roselyne Koren va plus loin encore puisqu'elle rappelle que parler est tout simplement s'engager. Dans ces conditions, qu'en est-il de la neutralité, même engagée, de la recherche, dès lors qu'elle couple une démarche scientifique et une pratique discursive ?

Dire, c'est faire

Sous cet angle, l'article de Roselyne Koren est particulièrement éclairant. Linguiste, la chercheuse s'autorise une distance qui oblige à revisiter les autres contributions : les grands absents de l'ensemble des argumentaires « sont le

langage et les contraintes de la mise en mots discursive ». Aussi, pointe-t-elle ce que nous n'avions pas entrevu dans nos propres synthèses (Fleury-Vilatte, Walter, 2002 ; 2003). Selon elle, la notion de percolation, utilisée par Yannis Thanassekos (2003) pour unir les trois positions sérieées par Nathalie Heinrich (2002) – chercheur, expert, intellectuel –, sous-tend déjà la proposition heuristique du dossier et se retrouve dans bien des démonstrations par l'utilisation de termes tels articulation, interférences, relations. En se référant à sa qualité de sociologue, Nathalie Heinrich récuse les autres postures, en même temps qu'elle affiche le principe – qui percole pourtant – de neutralité engagée, auquel aucun des auteurs n'adhère. Par exemple, Philippe Bataille affirme qu'il n'a jamais pensé qu'il existait un modèle construit de penseur, de chercheur ou d'expert, et explique : « Je n'ai jamais agi en référence à un modèle, mais en saisissant des opportunités qui permettent à un moment donné de participer au changement social, éventuellement en entrant en relation avec le politique ». En revenant aux fondements du langage, Roselyne Koren suggère qu'il y a, déjà, une contradiction inhérente au postulat et que, ensuite, le thème de recherche influe sur la position des chercheurs à l'égard de l'engagement.

En effet, Nathalie Heinrich pose des principes que le seul examen de ce qu'exprime le langage fait éclater. Quand Roselyne Koren explique que « dire, c'est aussi faire dans des situations interactionnelles », elle démontre que le discours du chercheur ne peut être neutre, « tout au plus, peut-il réguler sa visée de neutralité ». Or, pour Nathalie Heinrich, il ne s'agit pas seulement de régulation, mais d'une base à partir de laquelle, par exemple, elle s'est interdit de prendre part aux controverses sur l'art contemporain, lorsque son sujet d'étude était celui-ci. Tout en disant qu'elle est en désaccord avec la sociologue, Madeleine Rebérioux s'interdit également de travailler sur des périodes de l'histoire qui lui sont trop proches, ce que Marc Ferro faisait sien (2003). Malgré des points de vue différents, les chercheurs visent donc des objectifs similaires à ceux de Nathalie Heinrich. Néanmoins, ils sont plus proches de la régulation que du principe. Comme Yannis Thanassekos (2003), Roselyne Koren pense que les principes de distanciation s'appliquent plus aisément lorsqu'il s'agit d'art contemporain que lorsqu'il y a atteinte à la dignité d'un homme ou d'un peuple. En cela, elle rejoint ce que nous disions d'une approche de l'engagement qui, nécessairement, est en phase avec le terrain d'investigation du chercheur (Fleury-Vilatte, Walter, 2003). La correspondance entre risque et engagement posée par Philippe Breton est confirmée ici. Si Nathalie Heinrich peut prôner une suspension du jugement axiologique, cela ne relèverait-il pas de la faible prise de risque que supposerait l'engagement à l'égard du terrain qu'elle investit ?

S'engager par la recherche

Philippe Bataille n'utilise pas le terme de risque pour qualifier l'engagement, même si ses activités scientifiques en témoignent. En effet, il n'a jamais hésité à changer

d'objet, refusant de s'enfermer dans une posture figée de spécialiste. À partir du point névralgique que représente l'étude des mécanismes et des effets de la domination, le sociologue a mené des travaux sur les homosexuels, le racisme et les discriminations, la bioéthique, la maladie, sans qu'aucun de ces thèmes ne vienne en écho à des préoccupations d'ordre personnel. En s'engageant sur ces terrains, il a pratiqué la méthode de l'intervention sociologique, visant la réhabilitation de l'individu et sa relégitimation là où il est le plus faible. Ainsi, Philippe Bataille se qualifie-t-il de transcripteur de la souffrance de l'autre qui, à sa manière, devient un médiateur « d'action sociale, pas uniquement de parole ». Lorsqu'il étudie les mécanismes qui conduisent à la marginalisation, l'exclusion, la souffrance, il est en prise directe avec la société civile dont il révèle « l'invisible » et « l'indicible », et recherche l'expression du conflit plutôt qu'il ne l'étouffe. Pourtant, si Philippe Bataille est en contact avec le monde militant ou politique, il reste chercheur, car il ne s'identifie ni à la cause, ni à l'acteur, vis-à-vis duquel il garde ses distances, quand bien même va-t-il à sa rencontre pour « chercher avec lui la perspective de sa reconstruction comme sujet ».

Même lorsqu'il était conseiller de Martine Aubry, alors ministre de l'Emploi et de la Solidarité, et qu'il a honoré une fonction d'expertise sur les questions liées à la discrimination au travail, Philippe Bataille est resté un chercheur qui mettait en pratique un savoir acquis dans le domaine scientifique. Aussi, parle-t-il d'opportunisme pour qualifier sa présence sur le terrain politique : un opportunisme non destiné à satisfaire des fins personnelles, mais attaché à répondre à des préoccupations collectives. Bien qu'audacieuse, la formule pourrait être revendiquée par les autres contributeurs. Une explication avancée par Philippe Bataille permet d'en comprendre les raisons. Né en 1960, il évoque les grands modèles d'intellectuels (sartrien et foucaldien) qui ont inspiré son engagement, bien que, par la suite, ceux-ci aient été mis à distance, parce que suspectés de compromission avec certains courants de pensée, notamment le marxisme. Si cette méfiance a engendré la quasi-culpabilisation des intellectuels fréquentant les médias ou le monde politique, elle est atténuée ici, les contributeurs assumant et défendant le rôle qu'ils peuvent être amenés à jouer dans la société civile. De ce point de vue, les précisions historiques données par Érik Neveu (2003) éclairent la position des chercheurs dans cette livraison. Au lendemain de mai 1968, une méfiance à l'égard des intellectuels s'était installée, provoquant leur retrait de la scène publique. Trente ans plus tard, la situation a changé. La légitimité scientifique des chercheurs en sciences sociales s'est affirmée, en même temps que s'est estompée une forme d'autocensure politique qui les confinait à la discrétion. Les contributeurs de ce dossier incarnent cette évolution, en montrant, exemples à l'appui, que l'engagement des chercheurs dans l'espace public est désormais possible.

S'engager dans la cité

C'est Philippe Breton qui utilise l'expression d'engagement dans la cité, pour qualifier l'acte par lequel le chercheur sort des murs de son laboratoire, ou de son université, pour intervenir dans le débat public. Ce geste peut prendre deux formes : le chercheur s'engage aux vues de ses compétences, ou il le fait comme simple citoyen. Dans les deux cas, « la démarche doit comporter un métacommentaire indiquant clairement la ligne de partage » : une exigence qui se retrouve dans le texte de Philippe Bataille et, sous une forme différente, dans celui de Roselyne Koren. Ainsi, les chercheurs posent-ils les conditions d'une éthique de l'engagement, qu'elle s'exerce en politique ou dans les médias, perspective qui n'apparaissait pas dans les autres échanges, comme s'il avait fallu la maturation des argumentations précédentes pour en arriver à ce constat.

Les catégories posées par Nathalie Heinich et les suggestions qui en découlent ne conviennent à aucun chercheur ; elles sont remplacées par d'autres, laissant entendre que l'engagement du chercheur dans la cité ne peut s'exercer que s'il est encadré. L'engagement n'est pas empêché, il est accompagné. Pour chacun des contributeurs, c'est l'expérience personnelle qui nourrit la réflexion, et ce, avec d'autant plus de force que tous – à un moment ou à un autre – ont été amenés à prendre des positions publiques. Par exemple, Philippe Breton est intervenu par rapport au Front national, mais il ne l'a pas fait sur le terrain du jugement politique ou éthique, il l'a fait en invoquant les techniques de discours utilisées par le parti. Sur ces questions, comme à l'occasion de l'organisation d' « ateliers civiques d'argumentation », il a affiché ses compétences universitaires. Malgré les apparences, la position de Philippe Breton n'est pas très éloignée de celle de Nathalie Heinich. En étudiant les discours du Front national, le sociologue n'est ni un juge, ni un prescripteur, ni même un penseur. Il décrit un type de fonctionnement et, en cela, reste proche des analyses qu'il mène dans son secteur de recherche. Mais, on se rend compte que cette action, même cadrée, ne peut être sans effet sur l'opinion que d'autres se font du parti en question. Or, c'est une frontière que Nathalie Heinich ne franchit pas, arguant du fait que c'est à cette seule condition qu'elle est à même de se déplacer entre les différents arguments d'une controverse (2002).

Cette différence appelle un commentaire qui rejoint la position de Roselyne Koren, évoquée *supra*. Les terrains d'intervention de Philippe Breton et de Nathalie Heinich sont profondément dissemblables, de même que l'est la conviction sur laquelle ils se fondent. Ainsi, Philippe Breton étaye-t-il scientifiquement l'opinion qu'il se fait du Front national, tenant « pour socialement inacceptable tout procédé impliquant, par exemple, l'amalgame ou la désinformation ». Potentiellement dangereuses et violentes, les thèses de ce mouvement n'ont rien à voir avec les idées des partisans ou opposants de l'art contemporain, et ne peuvent faire l'objet d'aucun échange d'arguments à l'intérieur d'une controverse. De même, lorsque Philippe Bataille utilise le levier

politique pour intervenir sur le terrain des discriminations, et que, à cette fin, il s'appuie sur des compétences scientifiques, il le fait en espérant faire évoluer la société pour l'amener à accepter les différences.

Pour ces deux chercheurs, ce n'est pas seulement l'engagement qui est un devoir, c'est aussi le recours à la connaissance acquise sur les bancs de la science. Comme tout un chacun, le chercheur ne peut être indifférent aux maux du monde, mais plus que tout autre citoyen, il est à même d'en élucider les mécanismes, et, dans certains cas, d'apporter des réponses. Qu'il s'agisse de Madeleine Rebérioux, bouleversée et choquée quand elle rencontre « le malheur ouvrier » de la cité Dolfuss de Mulhouse, et qui sait, à partir de ce moment, qu'elle sera « à côté de ces gens toute sa vie », de Philippe Breton et de son opposition au Front national, ou de Philippe Bataille qui se bat pour que les plus démunis retrouvent une place dans la société, la recherche est une opportunité à saisir pour comprendre et pour aider. Afin d'y parvenir, Madeleine Rebérioux s'appuie sur sa connaissance historique du monde ouvrier, Philippe Breton sur son expérience de l'étude des figures argumentatives, Philippe Bataille sur son savoir et sa pratique de l'intervention sociologique.

Finalement, Nathalie Heinich et les chercheurs de ce dossier évoluent dans des mondes différents, bien que définis par les mêmes exigences de rigueur et de distanciation. Aussi, le regard qu'ils portent sur les médias ne peut-il qu'être profondément dissemblable, parce que paré d'attributions divergentes. Pour Nathalie Heinich, publiciser une action de recherche contredirait le postulat heuristique qui fonde son statut de chercheur, tandis que pour les présents contributeurs, à l'exception de Madeleine Rebérioux, les médias sont un porte-voix de leur engagement scientifique. Dans quelle mesure, le regard que les chercheurs portent sur eux cristallisent-ils des positions plus larges sur la recherche et la place qu'elle occupe dans l'espace public ?

Conclusion

Trois chercheurs abordent la question de la publicisation, avec des options bien marquées, chacune en accord avec une conception spécifique de l'engagement et de la place du chercheur dans la cité. Philippe Breton envisage la présence de celui-ci, dans les médias, selon le principe qu'il pose au début de son propos, en estimant qu'il n'y a pas d'engagement sans prise de risque. Ainsi, rappelle-t-il l'exemple de Régis Debray qui, s'étant rendu au Kosovo, en 1999, avait critiqué la position largement dominante de l'époque : « Celle-ci, on s'en souvient, opposait les "nazis" serbes et les albanais "victimes d'un génocide". Quel que soit ce que l'on puisse penser de sa position, celle-ci était un véritable engagement, là où, en face, ceux qui réclamaient, dans les colonnes du journal *Le Monde*, son "suicide", ne prenaient guère de risque ». Dans le cas de Régis Debray,

emblématique de la correspondance posée par Philippe Breton, l'engagement dans les médias est à l'opposé du convenu et du consensuel : un vocabulaire éloigné de celui de Philippe Bataille.

Reprenant sa conception de l'intervention du chercheur dans le champ politique, ce dernier parle, là encore, de l'opportunité que représente la médiatisation d'un sujet, à même de favoriser la reconnaissance d'un problème social. En effet, l'intention du sociologue étant de pouvoir faire « changer les choses », les médias représentent un atout, en même temps qu'une porte ouverte en direction des systèmes de décision. Mais, ces bénéfices sont aussi envisagés à l'aune des problèmes qui peuvent surgir, tels l'instrumentalisation ou la déformation des propos tenus. S'exprimer dans les médias exige donc qu'un certain nombre de précautions soient prises : ne pas se prêter à n'importe quel jeu, ramener la question initiale du journaliste à son propre questionnement. On retrouve des principes énoncés par Marc Ferro (2003) qui, lui aussi, soutenait qu'il est important de côtoyer les médias, tout en étant conscient des risques encourus. Mais, si l'historien traitait cette question sous l'angle de la vulgarisation, le sociologue le fait en recourant à une perspective volontariste, conforme à sa vision de la recherche. Aussi, les médias deviennent-ils des partenaires, mobilisés pour l'impact qu'ils peuvent générer. Une potentialité que récuse Madeleine Rebérioux même si, par ailleurs, elle est sollicitée par eux. Aussi, n'intervient-elle jamais dans les tribunes libres – qu'elle juge inutiles –, peu à la télévision, préférant, pour faire collectivement changer les choses, son travail d'historienne ou de militante à la Ligue des droits de l'homme.

Sélectionner les médias, et contrôler la parole qu'ils publicisent, restent donc déterminants pour les chercheurs qui s'engagent. Si l'impact de la médiatisation est attesté, le risque qu'elle déforme les propos l'est aussi. Ce qui amène Philippe Bataille à plaider pour une professionnalisation de l'engagement intellectuel. Sans ce projet, l'engagement peut être incompris, un risque que ne peuvent prendre les chercheurs de ces « Échanges », convaincus de l'importance du rôle qu'ils sont amenés à jouer dans la sphère publique.

Références

- Breton P., Proulx S., 2002, *L'explosion de la communication à l'aube du XXI^e siècle*, Paris, Éd. La Découverte.
- Ferro M., 2003, « Trajectoire d'un engagement », *Questions de communication*, 3, pp. 141-150.
- Fleury-Vilatte B., Walter J., 2002, « L'engagement des chercheurs », *Questions de communication*, 2, pp. 105-115.
- 2003, « L'engagement des chercheurs (2) », *Questions de communication*, 3, pp. 99-108.

Heinich N., 2002, « Pour une neutralité engagée », *Questions de communication*, 2, pp. 117-127.

Neveu É., 2003, « Recherche et engagement : actualité d'une discussion », *Questions de communication*, 3, pp. 109-120.

Thanassekos Y., 2002, « Étude de la mémoire et engagement militant », *Questions de communication*, 2, pp. 129-136.